

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

2013/ 54

Le 06 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard SERVAIS, Maire

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 19

Date de la convocation du Conseil Municipal 27 novembre 2013

Présents : Mesdames et Messieurs RIVAT - BUTAYE - DAPORTA - MORRIER
COLLIGNON - CAUWET - LAUBEPIN - PASCALLON - PALADINO
CHAUDY - VANDELANOTTE - GARCIA - MEINARDI - FANTIN
MATHIEU et SERVAIS, Maire

Excusée : Madame MAITREJEAN

Absents : Madame CARRERE et Monsieur PICAULT

Madame FANTIN Marie-Noëlle a été élue secrétaire.

OBJET

Prescription de la révision du plan local d'urbanisme, énoncé des objectifs poursuivis et des modalités de concertation.

Monsieur le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la Commune de réviser son plan local d'urbanisme. La poursuite de l'urbanisation sur le territoire communal doit prendre en compte les dispositifs de protection environnementale prévus par les lois dites «Grenelle». Le bilan exposé et débattu ce jour 6 décembre montre que de nouveaux objectifs du PADD en termes d'aménagement de son territoire doivent être fixés.

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la Commune de mettre en œuvre une concertation relative à la prescription de la révision du PLU approuvé le 28 juin 2010. Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

1- de prescrire la révision du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L 1123-6 et suivants et R 123-15 du Code de l'Urbanisme.

2 - d'énoncer les objectifs poursuivis :

* Prendre en compte les exigences des principales lois de l'urbanisme et de l'environnement, notamment la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE), la loi dite de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) du 27 juillet 2010. Protéger l'intérêt paysager et environnemental des éléments naturels mais également du bâti environnement existant, cadre de vie...

* Redéfinir les objectifs en terme de densification, redéfinir le classement de certaines zones ou parties de zones, transformer les orientations d'aménagement (OA) en orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en fonction de l'évolution du développement des équipements publics réalisé et prévisible, du développement urbain et de l'évolution démographique constatés au bilan triennal du PLU dressé et débattu

le 6 décembre 2013 (par exemples : les secteurs "Aux Rochettes", "Aux Charmettes" "Sur Varines", "Jean Jaurès", "Le Paquier"). Seront également pris en compte l'enjeu "déplacements" (réalisation d'un plan de circulation), l'aménagement du cœur de village (paysage-environnement-circulation tous modes), les dispositifs de performances énergiques, le développement du numérique...

3 de soumettre à la concertation (article L300-2 du code de l'urbanisme), pendant toute la durée, de l'élaboration du projet, en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :

- * tenue d'un registre recueil d'observations à disposition du public les jours et horaires d'ouverture de la mairie au public à compter de la publication de la présente délibération jusqu'à l'arrêt du projet.

- * situations des principales étapes signalées sur le site Internet de la commune (diagnostic, PADD, zonage, règlement, Porter à Connaissance des informations, lois, servitudes d'utilité, enjeux transmis par l'Etat) ;

- * au moins une réunion publique avant la phase "arrêt du projet" ;

4 d'associer les services de l'état conformément aux dispositions de l'article L123-7 du code de l'urbanisme ;

5 de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L123-8 et R123-16, si elles en font la demande.

6 de consulter :
Le centre régional de propriété forestière
La chambre d'agriculture

7 de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation de la révision du plan local d'urbanisme ; Après débat, Monsieur MORRIER demande que le cabinet d'urbanisme soit choisi après les élections municipales.

8 de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de la révision du plan local d'urbanisme ;

9 de solliciter l'État, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir en partie les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du plan local d'urbanisme ainsi que le conseil général pour l'attribution de la subvention octroyée désormais à ce même titre ;

10 dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrites au budget de l'exercice considéré ; Conformément aux articles L121-4 et L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet sous couvert de Monsieur le Sous-Préfet de Belley.
- à Messieurs les présidents du conseil régional et du conseil général ;
- à Messieurs les présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture ;
- à Monsieur le président de l'établissement public de coopération intercommunal ou du syndicat mixte en charge du SCOT.

Et sera transmise :

- à Monsieur le président de la Communauté de Communes
 - à Messieurs les Maires des communes limitrophes : AMBERIEU EN BUGEY, BETTANT, CHATEAU-GAILLARD, AMBUTRIX et LEYMENT.
 - aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés :
 - Syndicat d'Energie et de Communication
 - Syndicat intercommunal d'Aménagement du Bassin Versant de l'Albarine
 - Syndicat du Bassin Versant de la Basse Vallée de l'Ain
 - Syndicat Intercommunal des Eaux de la Région d'Ambérieu
 - Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux d'Ambérieu et Son Agglomération
 - aux services gestionnaires des réseaux (France Télécom, GRDF, ERDF)
- Conformément aux articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Il est précisé que le choix de l'urbaniste se fera après les élections municipales de mars 2014.